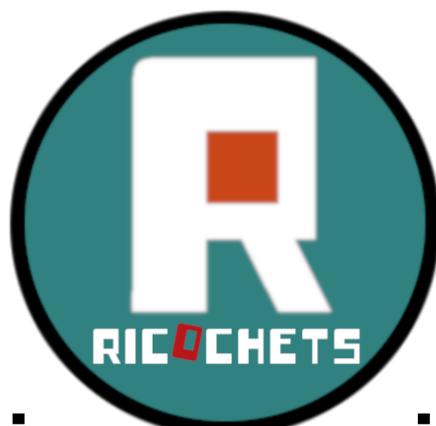


<https://ricochets.cc/La-tyrannie-macroniste-utilise-sans-limite-les-institutions-non-democratiques-en-place-pour-imposer-ses-methodes-de-dictature.html>



La tyrannie macroniste utilise sans limite les institutions non-démocratiques en place pour imposer ses méthodes de dictature

Publication date: lundi 30 octobre 2023

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les digues de la décence minimale cèdent partout. **Les défenseurs de la démocratie réelle, des contre-pouvoirs effectifs, de la liberté d'opposition, de l'égalité sociale et de la fraternité... vont-ils se dresser ensemble pour stopper la tyrannie en France macronisée engagée dans un processus de fascisation ?**

Plus la tyrannie s'installe et renforce ses moyens de contrôle et de coercitions, plus il devient difficile de la démanteler. Attendre et regarder ailleurs c'est s'ajouter de nouvelles difficultés et oppressions.

Aux faits ci-dessous, il faut ajouter toutes les lois liberticides et répressives, les milliards pour les riches et les grosses entreprises, la retraite imposée à 64 ans, le travail obligatoire pour les bénéficiaires du RSA, la misère croissante, la réduction des droits aux allocations chômage, la fuite en avant dans la croissance et la technologie qui ravagent la biosphère et dérèglent le climat, la criminalisation croissante des contestations écologistes et des gauches, etc.



La tyrannie macroniste utilise sans limite les institutions non-démocratiques en place pour imposer ses méthodes de dictature

à FRANCE : LE ROULEAU COMPRESSEUR DICTATORIAL AVANCE

Pendant que les yeux sont rivés sur l'orage d'acier qui tombe sur Gaza, le gouvernement Macron continue son travail de destruction systématique et d'installation d'une dictature en France :

Minoritaire

14e 49.3 : pour imposer un budget de l'État sans passer par le vote des députés, Élisabeth Borne a encore dégainé le 49.3 mercredi 25 octobre. Le 14e en un peu plus d'un an. Le Parlement n'a plus aucune utilité puisque Macron dirige sans le pouvoir législatif. Avec 14 usages de 49.3 depuis 2022, Macron bat tous les records de la Cinquième République. Le prétendu « arc républicain » est en fait le moins « républicain » qui soit puisqu'il a aboli tous les contre-pouvoirs institutionnels de la République. « De toute façon, tout le monde est contre. Ce serait inutile de laisser même quelques jours de débats... » assume un député Macroniste. En clair : on est minoritaire, tout le monde est contre nos projets, autant dissoudre directement la démocratie.

j Autoritaire

Entre deux 49.3, Élisabeth Borne s'est débarrassée du Président du Conseil d'orientation des retraites. Cette institution, pourtant sous contrôle du gouvernement, rend des rapports détaillés sur le budget des retraites. Et son président, Pierre-Louis Bras, avait corrigé quelques gros mensonges du gouvernement pour faire passer la très contestée réforme des retraites. Notamment les chiffres inventés du « déficit » budgétaire qui auraient justifié un recul de l'âge de départ en retraite. Cette critique, même timide et purement technique, lui aura coûté son poste. Quiconque s'oppose à la parole du monarque est liquidé.

j Liberticide

Dans la foulée, Élisabeth Borne annonçait le 26 octobre une série de mesures liberticides et scandaleuses après la révolte des banlieues de cet été contre les violences policières. Parmi les mesures de ce plan dit « anti-émeute » : forcer les familles à payer les dégâts dont serait soupçonné leur enfant, voire même leur infliger des peines de « travaux d'intérêt général ». Ce qui est contraire aux droits les plus élémentaires : nul ne peut être considéré comme responsable des actes d'autrui. Sinon, c'est une punition collective. Borne a aussi annoncé des amendes énormes de 750Euros en cas de non respect du « couvre-feu ». **Le couvre-feu est déjà une mesure scandaleuse utilisée en temps de guerre et désormais appliquée en cas d'émeute. Il s'agit de réprimer encore plus ceux qui désobéiraient. On imagine aussi l'usage de cette mesure en cas de nouveaux couvre-feux sanitaires, sécuritaires ou autre...**

j Mafieux

Darmanin veut aussi permettre aux policiers de « pouvoir saisir l'argent liquide que [le consommateur] a sur lui ou l'équipement qu'il a et qui pourrait permettre de payer » les amendes pour usage de stupéfiants. En clair, autoriser les policiers à racketter une personne contrôlée, sans aucune traçabilité. Enfin, Borne dit que « dans certains cas nous pouvons envisager un encadrement de jeunes délinquants par des militaires, qui pourront notamment transmettre des valeurs de discipline et de dépassement de soi. » Donc mettre les mineurs dans des camp de redressements tenus par l'armée. Tout cela est un copier-coller du programme de l'extrême droite.

j Violent

La distance de tir des LBD réduite. C'est ce que révèle Mediapart ce vendredi 27 octobre : « dans ses instructions, le ministère de l'intérieur a abaissé la distance réglementaire. Une décision que la gendarmerie conseille de ne pas suivre. » Mediapart a cherché à savoir quelle était la distance minimum de sécurité que les policiers doivent respecter lorsqu'ils tirent au LBD et ont découvert que « cette distance réglementaire a tout simplement été supprimée des récentes instructions, remplacée par une distance dite "opérationnelle" correspondant à celle du fabricant de munitions ». Jusqu'ici, un policier devait respecter une distance minimum de 10 mètres, ce qui est déjà très faible car à cette distance, une balle en caoutchouc de 40mm qui part à 73 mètres par seconde peut tuer en cas de tir dans la tête ou au niveau du coeur. **Selon les informations collectées par Mediapart, « elle est désormais passée à 3 mètres ». Une distance extrêmement basse et évidemment potentiellement létale.**

Voilà où en est notre pays, où les manifestations sont interdites, l'expression des opposants criminalisée et les contre-pouvoirs éteints, où tout est imposé par 49.3 et où la jeunesse, en particulier si elle n'est pas blanche, est réprimée sans limite.

(post de Contre Attaque)



La tyrannie macroniste utilise sans limite les institutions non-démocratiques en place pour imposer ses méthodes de dictature

Toujours plus loin dans l'autoritarisme. Toujours plus près dans la violence.

Médiapart vient de révéler que le ministère de l'Intérieur avait passé la distance de tir de LBD de dix mètres à trois mètres. Le ministère évoque l'usage d'une nouvelle munition censée toucher moins violemment les cibles.

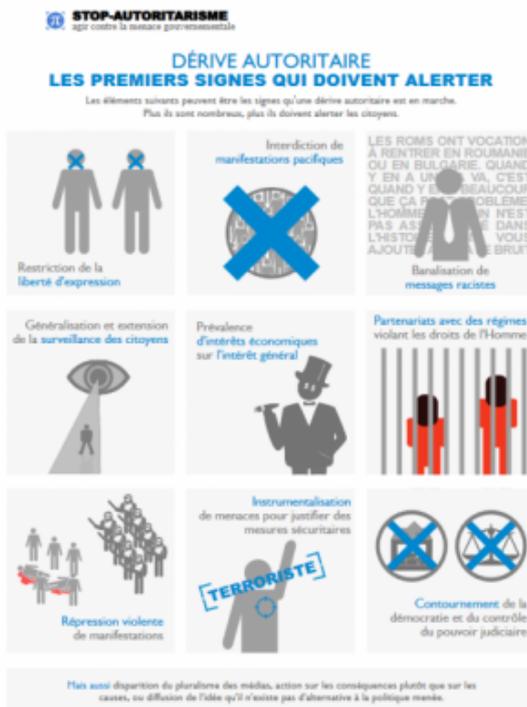
La gendarmerie elle-même désapprouve cet usage, qui risque de provoquer encore plus de blessures, voire pire.

Ces cinq dernières années, plus de 35 personnes ont été blessées et une tuée par des tirs de lanceur de balles de défense. Ces balles de caoutchouc sont lancées à 350 km/h.

« Avec une distance aussi courte, c'est presque tirer à bout portant. Et c'est inviter, davantage qu'ils ne le faisaient déjà, les policiers à tirer de près avec des risques gravissimes de blessures. Ils vont avoir tendance à sortir leur LBD comme une simple matraque et dans le plus grand flou », selon un commandant spécialisé dans le maintien de l'ordre sur Médiapart.

(post de CND)

Dérive autoritaire : les premiers signes qui doivent alerter



La tyrannie macroniste utilise sans limite les institutions non-démocratiques en place pour imposer ses méthodes de dictature De la démocrature au régime très autoritaire, voire à la dictature

Je vous laisse voir quelles cases nous cochons déjà en France

Chaque situation est spécifique, mais l'identification d'un ou plusieurs de ces signes devrait systématiquement vous conduire à agir.

RESISTONS ENSEMBLE

SI VOUS AVEZ DES DOUTES, DES QUESTIONS : <https://www.laquadrature.net>